

Unité interdépartementale Cantal/Allier/Puy de Dôme
65 Boulevard François Mitterrand
63033 CLERMONT-FERRAND

CLERMONT-FERRAND, le 08/11/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 20/10/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ECOTITANIUM

Tour Maine Montparnasse
33 avenue du Maine
75015 Paris

Références : 20221108-RAP-63-1241-rapportInspEcotitanium
Code AIOT : 0005602989

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 20/10/2022 dans l'établissement ECOTITANIUM implanté RD62 - Lieu dit La Bruyère 63780 Saint-Georges-de-Mons. L'inspection a été annoncée le 04/10/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ECOTITANIUM
- RD62 - Lieu dit La Bruyère 63780 Saint-Georges-de-Mons
- Code AIOT : 0005602989
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site Ecotitanium est un site de recyclage de titane (60 à 90% de matière recyclée) pour l'industrie aéronautique.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Niveau sonore,
- contrôles réglementaires,
- suites de l'inspection de 2018,
- stockage d'éponges de titane.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Niveau sonore	Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 9.2.4 et 6.2.1	Lettre de suite préfectorale	8 mois
6	Qualité des eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 9.2.3	Lettre de suite préfectorale	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
8	Liste des éléments importants pour la sécurité	Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 7.5.1	Lettre de suite préfectorale	2 mois
10	Stockage de matières premières	Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 8.2	Lettre de suite préfectorale	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire
2	Prelèvements d'eau	Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 4.1.1 et 4.1.2
3	Emissions atmosphériques	Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 3.2.3 et 3.2.4
4	Entretien installation prétraitement des eaux	Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 4.3.2
5	Suivi rejets eau	Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 4.3.5
7	Qualité des rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 4.3.5 et 9.2.2.2
9	Ressources en eau	Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 7.7.3

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Le site a pour l'instant peu fonctionné (mis en service en 2018, puis plus d'un an et demi de fermeture suite à la crise COVID).

Certaines prescriptions doivent être mieux maîtrisées notamment en ce qui concerne le suivi des contrôles réglementaires et leur interprétation.

Des prescriptions semblent également mal adaptées et non cohérentes avec les dispositifs mis en oeuvre sur place. Ces points, qui semblent avoir un enjeu relativement faible pour les populations étant donné l'implantation du site, doivent être justifiés par l'exploitant. Ils devront permettre de savoir si les prescriptions doivent évoluer ou si ce sont les moyens du site qui doivent être modifiés.

Enfin, des actions sont prévues concernant une non-conformité concernant le niveau sonore du site en 2023.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Niveau sonore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 9.2.4 et 6.2.1
Thème(s) : Risques chroniques, bruit
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les émissions sonores de l'établissement ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles
Constats : Un premier contrôle de niveau sonore avait fait apparaître des émergences non conformes dans une habitation à proximité du site (point déjà relevé lors de l'inspection de 2018). Des travaux d'insonorisation de la salle briquetage ont été réalisés, après une nouvelle mesure ils se sont révélés insuffisants. Une étude acoustique a été menée en 2019 avec une cartographie des bruits émis sur la façade concernée (20 émissaires identifiés dont 6 prioritaires). Les travaux sont programmés pour 2023 et seront suivis d'une nouvelle mesure réglementaire.
Observations : L'exploitant doit fournir à l'inspection l'étude acoustique ainsi que le plan d'action décrivant les travaux envisagés et les délais de réalisation. Il devra ensuite respecter ce planning et réaliser une nouvelle mesure de niveau sonore au plus tard mi 2023.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 8 mois

N° 2 : Prélèvements d'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 4.1.1 et 4.1.2
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau proviennent exclusivement du réseau public. Ceux-ci sont limités à un volume annuel de 51200 m ³ . L'exploitant doit rechercher par tous les moyens possibles à limiter sa consommation d'eau au strict nécessaire pour le bon fonctionnement de ses installations. Des compteurs seront placés en entrée des installations suivantes afin de suivre l'évolution des consommations et détecter toute dérive : -circuit de refroidissement du four à plasma ; -circuit de refroidissement des fours à arc sous vide ; -sanitaires.
Constats : Une supervision des consommations d'eau est réalisée avec un compteur sur tout le site ainsi qu'un compteur sur le four VAR et un sur le four plasma avec supervision visuelle. La déclaration GEREP de consommation d'eau indique 5000 m3 (année non représentative vis à vis de son activité).
Observations : L'attention de l'exploitant est attirée sur la nécessité de prévoir des actions à mettre en oeuvre lors d'épisodes de sécheresse (élaboration d'un plan d'utilisation rationnelle de l'eau). Cette action est prévue par l'exploitant pour 2023.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : Emissions atmosphériques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 3.2.3 et 3.2.4
Thème(s) : Risques chroniques, air
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Conditions générales de rejet (hauteur, débit, vitesse d'éjection) et valeurs limites (concentrations et flux)
Constats : Mesures faites en avril 22 par Bureau Véritas. Les résultats sont conformes en concentration et flux de poussières. Le débit d'émission de DP1 est plus élevé que prévu dans l'arrêté préfectoral: 10100 pour 8400 Nm3/h. Cependant cela n'a pas d'influence sur le flux rejeté, qui reste bien inférieur aux valeurs limites.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien installation prétraitement des eaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 4.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Plusieurs dispositifs de traitement adéquat permettant de traiter les polluants en présence. Ces dispositifs de traitement sont conformes aux normes en vigueur. Ils sont nettoyés par une société habilitée lorsque le volume des boues atteint 2/3 de la hauteur utile de l'équipement et dans tous les cas au moins une fois par an. Ce nettoyage consiste en la vidange des hydrocarbures et des boues, et en la vérification du bon fonctionnement de l'obturateur. Les fiches de suivi du nettoyage des décanteurs-séparateurs d'hydrocarbures, l'attestation de conformité à la norme en vigueur ainsi que les bordereaux de traitement des déchets détruits ou retraités sont tenus à la disposition de l'inspection des Installations classées.
Constats : Un curage a été réalisé en 2018 suite à un déversement accidentel d'huile soluble. L'entretien du système est réalisé tous les ans. Un nouveau curage a été réalisé en octobre 2022. La fréquence de curage devra être adaptée (plus rapprochée) suite à la reprise de l'activité du site.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Suivi rejets eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Un suivi continu de la qualité de ce rejet est mis en place sur le paramètre hydrocarbure. En cas de dépassement d'un seuil prédéfini sur ce paramètre, une alarme est déclenchée et les effluents sont confinés automatiquement dans le bassin de Rétention.
Constats : L'asservissement de ce système est testé tous les ans.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Qualité des eaux souterraines

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 9.2.3
Thème(s) : Risques chroniques, eaux souterraines
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Dans le but de surveiller d'éventuels impacts du site sur les eaux souterraines, l'exploitant est tenu de faire réaliser, en période de hautes eaux et en période de basses eaux, aux fins d'analyses, des prélèvements de l'eau au niveau du point de convergence des eaux souterraines que constitue l'exutoire du drain en limite Nord du site. [...] L'état initial des eaux souterraines effectué dans le cadre de l'étude d'impact avant implantation du projet pourra être utilisé comme référence de l'état naturel des eaux souterraines. Les résultats de ces contrôles accompagnés de leurs commentaires éventuels, et présentés dans un tableau comparatif, devront être communiqués sans délai par l'exploitant à l'inspection des installations classées et conclure sur un potentiel impact des activités du site sur la qualité des eaux souterraines.</p>
<p>Constats : Un contrôle du drain a été réalisé en juin 2019 puis un prélèvement a eu lieu en octobre 2022. La fréquence semestrielle n'est pas respectée. De plus l'exploitant n'a pas été en mesure d'expliquer l'exploitation des résultats obtenus.</p>
<p>Observations : L'exploitant devra réaliser le suivi des eaux du drain plus régulièrement et réaliser une analyse des données obtenues y compris en comparaison vis à vis des autres prélèvements. Ces analyses semestrielles interprétées seront transmises à l'inspection.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Qualité des rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 4.3.5 et 9.2.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, autosurveillance des rejets aqueux
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : Les fréquences et modalités de l'autosurveillance concernant le rejet final sont définies de la façon suivante : -MES : annuelle -DCO : annuelle -pH : annuelle -température : annuelle -DBOS : annuelle -Titane : annuelle -HCT : annuelle et en continu -Turbidité : annuelle</p>
<p>Constats : Les contrôles ont été réalisés en 2021 et 2022 avec des résultats conformes. Cependant, la turbidité n'a pas été contrôlée mais le suivi du paramètre MES semble représentatif.</p>
<p>Observations : L'exploitant pourra demander d'abandonner la surveillance du paramètre turbidité lors d'une mise à jour ultérieure de son arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Liste des éléments importantes pour la sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 7.5.1
Thème(s) : Risques accidentels, Barrières de sécurité
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant établit, en tenant compte de l'étude des dangers la liste des facteurs importants pour la sécurité. Il identifie à ce titre les équipements, les paramètres, les consignes, les modes opératoires et les formations afin de maîtriser une dérive dans toutes les phases d'exploitation des installations (fonctionnement normal, fonctionnement transitoire, situation accidentelle) susceptibles d'engendrer des conséquences graves pour l'homme et l'environnement. Cette liste est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées et régulièrement mise à jour. [...] Les capacités de gaz liquéfié et la canalisation de gaz naturel, sont conçues de manière à résister aux contraintes spécifiques liées aux produits manipulés et à l'exploitation des installations et sont efficacement protégées contre tout type d'agression. [...] Ces équipements sont contrôlés périodiquement et maintenus en état de fonctionnement selon des procédures écrites.</p>
<p>Constats : Liste fournie avant l'inspection (mise à jour juillet 2022). L'exploitant réalise les contrôles réglementaires (Siemens pour la détection incendie, MAS pour le gaz, Vulcain pour les extincteurs et BAES...)</p> <p>Un fichier de suivi de ces équipements importants avec les dates des contrôles à réaliser est mis en place mais mal complété. Un tableau de suivi des remarques soulevées par ces contrôles réglementaires est mis en place mais mal complété.</p>
<p>Observations : L'exploitant doit fiabiliser son système de suivi des dates de contrôles réglementaires et des actions à mettre en œuvre suite aux remarques ou non-conformités identifiées.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 2 mois

N° 9 : Ressources en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 7.7.3
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'établissement dispose en toute circonstance, y compris en cas d'indisponibilité d'un des groupes de pompage, de ressources en eaux suffisantes pour assurer l'alimentation des réseaux d'eau d'incendie.</p>
<p>Constats : Ce point est assuré par une réserve d'eau alimentant le site par gravité en cas d'indisponibilité de groupes de pompage.</p>
<p>Observations : Il est à noter une différence entre les moyens mis en place sur le site et ceux prévus dans l'arrêté préfectoral (poteaux publics, pression...). L'adéquation des moyens n'est à priori pas à remettre en cause, le site faisant l'objet d'un plan ETARE validé par la SDIS. Cependant, l'exploitant devra expliquer ces différences et démontrer que les moyens réellement mis en œuvre sont adaptés afin de demander une mise à jour de son arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Stockage de matières premières

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/05/2018, article 8.2
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention incendie
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le bâtiment de stockage des copeaux et des éponges de titane ne contient pas de matières combustibles autres que les palettes en bois nécessaires à la manutention des charges et les caisses plastique contenant les copeaux. [...] Le déconditionnement des éponges de leur contenant est interdit au sein du bâtiment. L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des matières entreposées dans le bâtiment. La quantité maximale de copeaux entreposés est de 120 t [...] La quantité maximale d'éponges de titane entreposées est de 150 t. [...] Le bâtiment est pourvu de réserves de sable sec et d'extincteurs à poudre pour feu métallique (capacité d'au moins 250 kg). [...]</p> <p>Le bâtiment d'entreposage doit présenter la caractéristique de réaction au feu minimale suivante: matériaux de classe A2s1d0 selon la norme NF EN 13 501-1.[...]</p> <p>Les murs extérieurs et portes présentent les caractéristiques de réaction et de résistance au feu minimale suivantes: E 30. [...]</p> <p>Les toitures et couvertures répondent à la classe BROOF (t3)[...].</p> <p>Les bâtiments abritant les installations doivent être équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle de fumées et de chaleur, conforme aux normes en vigueur, permettant l'évacuation à l'air libre des fumées[...]</p> <p>Ces dispositifs doivent être à commande manuelle[...] Leur surface utile d'ouverture ne doit pas être inférieure à 2% de la surface couverte.</p>
<p>Constats : Les quantités de produits stockés étaient conformes aux maximum autorisés lors de la visite.</p> <p>L'exploitant n'a pas su démontrer la conformité de son bâtiment à ces prescriptions. Il apparaît que certains points sont notablement non conformes:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les portes ne sont pas coupe-feu, - les désenfumages à commande manuelle ont une surface bien inférieure aux 2% requis, - les extincteurs n'ont une capacité totale que d'une centaine de kilogrammes (alors que 250 kg sont requis).
<p>Observations : En cas d'incendie sur la zone, le bâtiment étant éloigné du reste de la production, il n'est à priori pas en mesure d'engendrer des effets dominos interne site ou externe. L'exploitant devra démontrer que les dispositions constructives et de sécurité mises en oeuvre sont suffisantes. Ce dossier permettra de mettre à jour ultérieurement son arrêté préfectoral.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 6 mois